

**GILLES
KEPEL**

**LE PROPHÈTE
ET
LA PANDÉMIE**

**DU MOYEN-ORIENT AU JIHADISME
D'ATMOSPHÈRE**

CARTES INÉDITES DE FABRICE BALANCHE

**Esprit du Monde
Gallimard**

DU MÊME AUTEUR

SORTIR DU CHAOS. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient. *Gallimard, 2018.*

Repris dans « Folio actuel », n° 179, 2021.

LA LAÏCITÉ CONTRE LA FRACTURE ? *Éd. Privat, 2017.*

LA FRACTURE. *Gallimard, coédition avec France Culture, 2016.*

TERREUR DANS L'HEXAGONE, Genèse du djihad français (avec Antoine Jardin).

Gallimard, 2015. Repris dans « Folio actuel », n° 169, 2015.

PASSION ARABE – PASSION FRANÇAISE, *augmenté de PASSION EN KABYLIE.*

Gallimard, 2014.

PASSION FRANÇAISE. Les voix des cités. *Gallimard, 2014.*

PASSION ARABE. Journal, 2011-2013. *Gallimard, 2013. Repris dans « Folio actuel », n° 164, 2016.*

BANLIEUE DE LA RÉPUBLIQUE. *Gallimard, 2012.*

QUATRE-VINGT-TREIZE. *Gallimard, 2012. Repris dans « Folio actuel », n° 157, 2012.*

TERREUR ET MARTYRE. Relever le défi de civilisation. *Flammarion, 2008. Repris dans « Champs », 2009.*

DU JIHAD À LA FITNA, *Bayard, 2005.*

FITNA. Guerre au cœur de l'islam. *Gallimard, 2004. Repris dans « Folio actuel », n° 126, 2007 ; rééd. 2015.*

CHRONIQUE D'UNE GUERRE D'ORIENT (automne 2001), *sui*vi de BRÈVE CHRONIQUE D'ISRAËL ET DE PALESTINE (avril-mai 2001), 2002.

JIHAD. Expansion et déclin de l'islamisme. *Gallimard, 2000. Repris dans « Folio actuel », n° 90, nouvelle édition refondue et mise à jour, 2002 ; rééd. 2015.*

À L'OUEST D'ALLAH. *Éd. du Seuil, 1994. Repris dans « Points Seuil », 1995.*

LA REVANCHE DE DIEU. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde. *Éd. du Seuil, 1991. Repris dans « Points Seuil », 1991 ; rééd. 2014.*

LES BANLIEUES DE L'ISLAM. Naissance d'une religion en France. *Éd. du Seuil, 1987. Repris dans « Points Seuil », 1991 ; rééd. 2014.*

LE PROPHÈTE ET PHARAON. Les mouvements islamistes dans l'Égypte contemporaine. *La Découverte, 1984. Repris dans « Folio histoire », n° 194, 2012.*

Direction d'ouvrage

AL-QAIDA DANS LE TEXTE. *PUF, 2005. Repris dans « Quadrige », 2006.*

EXILS ET ROYAUMES. Les appartenances au monde musulman. *Presses de Sciences-Po, 1994.*

LES POLITIQUES DE DIEU. *Éd. du Seuil, 1992.*

INTELLECTUELS ET MILITANTS DE L'ISLAM CONTEMPORAIN, *en collaboration avec Yann Richard. Éd. du Seuil, 1990.*

EspritçduMonde

GILLES KEPÉL

Le Prophète et la pandémie

DU MOYEN-ORIENT
AU JIHADISME D'ATMOSPHÈRE

Cartes inédites de Fabrice Balanche

Esprit du Monde
Gallimard

Collection dirigée par Gilles Kepel

© Éditions Gallimard, 2021.

© Fabrice Balanche, 2021, pour les cartes / adaptation EdiCarto.

© John Hopkins University, 2020, pour les données Covid-19.

Carte de couverture Jacques Ferrandez, 2021.

*À la mémoire de mon père
Milan Kepel
Prague, 8 janvier 1928 – Paris, 3 mars 2019*

Contempsit caros, dum nos amat ille, parentes,
Hanc patriam reputans esse, Ravenna, suam.

*Apud J. L. BORGES,
« Histoire du guerrier et de la captive »,
L'Aléph (Gallimard, 1967).*

LISTE DES CARTES, PHOTOGRAPHIE ET CROQUIS

Premier rabat

- [CARTE 1] Le pacte d'Abraham face à la triplice fréro-chiite
- [PHOTOGRAPHIE] Documents de migrants / Alpes-Maritimes

Cahier

- [CARTE 2] L'expansion turque en Méditerranée : néo-ottomanisme et islamisme
- [CARTE 3] Arabes et Européens face à Erdogan
- [CARTE 4] L'impact sanitaire de l'épidémie de Covid-19
- [CARTE 5] L'effondrement de la croissance économique dans la région Afrique du Nord – Moyen-Orient en 2020
- [CARTE 6] L'Arabie saoudite et la vision 2030
- [CARTE 7] Qatar résiste au blocus
- [CARTE 8] L'Irak disputé
- [CARTE 9] L'axe iranien entre idéologie et géopolitique
- [CARTE 10] Les stratégies russes au Levant : projection militaire et hydrocarbures
- [CARTE 11] La Syrie divisée et occupée
- [CARTE 12] La réduction de la poche d'Idlib (Syrie)
- [CARTE 13] Le Liban fragmenté

- [CARTE 14] Israël : la coopération régionale ne supprime pas les menaces
- [CARTE 15] Le Maghreb : une fausse digue pour l'Europe
- [CARTE 16] Les rapports de force en Libye
- [CARTE 17] L'offensive chinoise : les nouvelles routes de la soie

Second rabat

- [CARTE 18] Attentats et combattants jihadistes en Europe (2012-2020)
- [CROQUIS] Croquis ottoman du siège de Vienne, 1683

EXORDE

*L'an 2020 :
la pandémie, le pétrole et le Prophète*

La Méditerranée et son environnement sont devenus en 2020 la région la plus explosive de la planète. La pandémie de la Covid-19 puis l'effondrement des cours du pétrole ont précipité des bouleversements inédits, portant des coups fatals à l'ordre géopolitique instauré un siècle plus tôt par les traités qui suivirent la Première Guerre mondiale. Ils avaient créé une forme de sécurité favorable à l'Europe, évoluant après 1945 au bénéfice des États-Unis. La VI^e flotte américaine basée à Naples dans le cadre de l'OTAN assurait la stabilité, en dépit des succès temporairement remportés par l'URSS dans certains pays arabes. Et Washington avait su coopter les pétromonarchies de la péninsule Arabique après la hausse vertigineuse des cours consécutive à la guerre d'octobre 1973, recyclant leurs profits dans l'économie du « monde libre » d'alors et s'efforçant de combiner éthique islamique et esprit du capitalisme.

Pourtant cette date, qui va faire de l'islam politique un enjeu-clef au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, enclenche un processus chaotique sous-jacent dont l'hégémonie occidentale sur la région devient graduellement

la cible. La proclamation de la République islamique en Iran par Khomeyni en 1979 agrège à cette doctrine le tiers-mondisme et l'anti-impérialisme d'antan, et ouvre une faille belligène entre chiisme et sunnisme. Le jihad en Afghanistan contre l'invasion de ce pays par l'Armée rouge, qui commence dans la foulée et bénéficie de l'appui décisif de la CIA, amènera la chute de l'URSS dix ans plus tard, mais aussi la fatwa de l'ayatollah Khomeyni du 14 février 1989 contre le romancier Salman Rushdie pour avoir « blasphémé le Prophète » – dont l'ombre portée se projettera universellement jusqu'à l'automne 2020, avec les assassinats en France liés aux caricatures de *Charlie Hebdo*. La radicalisation jihadiste sunnite se retournera quant à elle contre son parrain américain : al-Qaida puis Daesh en constituent le prolongement. Ces deux organisations porteront le terrorisme au nom d'Allah à New York et Washington d'abord – le 11 septembre 2001 –, puis de Paris à Nice et de Berlin à Londres durant la décennie suivante, jusqu'à l'émergence en 2020 d'une nouvelle phase, le « jihadisme d'atmosphère ».

Les soulèvements à aspiration démocratique dans plusieurs pays arabes au printemps 2011, qui avaient déclenché tant d'enthousiasme, s'avèreront pour la plupart, avec dix ans de recul, un épisode catastrophique, notamment pour les populations de Syrie, du Yémen et de Libye. Elles subissent depuis lors des guerres civiles dévastatrices, dans lesquelles l'ingérence de puissances régionales et internationales prolonge indéfiniment le conflit, devenu otage des stratégies de chacune. Dans ce contexte, une fenêtre de déstabilisation exceptionnelle s'ouvre avec le désengagement américain de la région, enclenché dès la présidence de Barack Obama et affermi par Donald Trump.

Les États-Unis sont à la fois échaudés par les médiocres résultats de leurs interventions armées en Afghanistan depuis 2001 et en Irak à partir de 2003 – au regard du coût humain, électoral et financier de celles-ci – et d’autant moins motivés pour ces sacrifices que, de l’automne 2018 au printemps 2020, ils sont redevenus le premier producteur de pétrole de la planète.

Ce laisser-faire de Washington crée un vide que l’Union européenne, dont huit États sur vingt-sept sont pourtant riverains de la Méditerranée, s’avère incapable de combler, faute de stratégie commune de défense. Plus encore, son aspiration idéale à la promotion de la démocratie se trouve en porte-à-faux avec des enjeux sécuritaires immédiats afin de protéger ses frontières. L’impéritie qui en résulte et les bisbilles entre ses membres sont exploitées par certains régimes autoritaires [CARTE 3] qui menacent de chantage aux flux migratoires clandestins, à l’approvisionnement en gaz, à la manipulation électorale des communautés musulmanes européennes, voire à la diffusion du terrorisme jihadiste sur le sol de l’Union. C’est dans ce contexte géopolitique branlant que fait irruption l’an 2020. Il y connaît au Moyen-Orient les bouleversements inouïs causés par la Covid-19, comme partout dans le monde – mais ils sont portés au paroxysme par l’effondrement simultané des prix du pétrole.

Au premier semestre, la pandémie venue de Wuhan épargne relativement les pays des rives Sud et Est, dont la pyramide des âges a une large base, alors qu’elle multiplie les décès parmi les populations plus âgées de l’Europe, en commençant par deux riverains importants de la Méditerranée, l’Italie, porte d’entrée de la Chine en Europe par la Vénétie et la Lombardie, terminal des « nouvelles routes

de la soie » [CARTE 17], puis l'Espagne, à la suite d'une compétition de football entre Valence et le FC Atalanta (Bergame) le 19 février. Au Moyen-Orient, l'Iran se singularise pour son incidence précoce du virus du fait de ses étroites relations avec la Chine (dont les techniciens et ouvriers sont nombreux sur place) pour tourner les sanctions américaines. Le relais contagieux n'y sera pas pris par le football mais par l'islam : la théocratie au pouvoir répugne à réguler les pèlerinages aux tombeaux des saints du chiisme sur lesquels elle assoit sa légitimité – alors que les foules ferventes qui touchent, lèchent et embrassent les mausolées dans l'attente de la *baraka* divine constituent un facteur de diffusion fulgurante. Ailleurs, en monde sunnite, la moindre présence chinoise et la prophylaxie religieuse rapidement mise en place au vu du contre-exemple iranien, l'interdiction des prières en congrégation, la réduction du *hadjj* à La Mecque et Médine fin juillet à un nombre symbolique de participants, conjuguées à la jeunesse de la population, maintiennent le bilan assez bas dans un premier temps. Mais dès l'été, la saturation des structures de santé, l'épuisement des soignants et le trépas de nombre d'entre eux, combinés à la promiscuité pathogène dans les quartiers populaires surpeuplés, contraignent à des mesures de reconfinement qui aggravent crise économique et précarité sociale, tandis que les contaminations s'accroissent exponentiellement [CARTE 4].

Alors que l'impact du virus n'avait pas encore été complètement appréhendé, l'« OPEP + » se réunit le 6 mars à Vienne. Le cartel a ajouté le signe d'addition à son sigle en s'adjoignant la Russie, afin que Riyad et Moscou, deuxième et troisième producteurs mondiaux, puissent lutter de conserve contre l'hégémonie qu'ont retrouvée les États-

Unis sur le marché, avec 15 % des 100 millions de barils produits chaque jour dans le monde contre 12 à 13 % pour ceux-là. Surtout, l'Amérique détermine les prix et a ainsi émoussé l'« arme » du pétrole – même si l'ensemble des exportateurs bénéficient d'un cours assez élevé (le *Brent* se vend 63,65 dollars en janvier 2020), car la rentabilité de l'« huile de schiste » qui compose l'essentiel de la production d'outre-Atlantique en dépend. Le représentant russe annonce à Vienne la décision du Kremlin d'augmenter significativement la production de son pays, afin de faire baisser le baril au-dessous du taux de rentabilité du schiste et donc de ruiner les compagnies qui forent du Texas à l'Alaska, puis de les expulser du marché – pour réduire ultérieurement le pompage une fois que celles-ci seront hors circuit. L'Arabie saoudite est contrainte à suivre le mouvement pour compenser la baisse du prix par une exploitation plus abondante. Le cours chute ainsi de 50 % en mars, tombant à 32,03 dollars, puis cette spirale baissière s'emballe en avril (18,38 dollars) avec la mise à l'arrêt du commerce mondial, des transports, des industries, causée par les mesures de précaution contre la pandémie. Sans préjuger des effets politiques à moyen terme, les conséquences économiques et financières à brève échéance sont catastrophiques pour une région à laquelle la rente des hydrocarbures assurait une grande partie des revenus et procurait sa place singulière dans le système du monde au cours du demi-siècle écoulé depuis la guerre d'octobre 1973. Le baril dévisse jusqu'au taux négatif inouï de – 38,94 dollars le 20 avril 2020, les capacités de stockage mondiales étant saturées. Même si les cours ont remonté et se stabilisent en juin autour d'une quarantaine de dollars, dans l'attente d'une reprise conditionnée

par une seconde vague de contamination et de nouvelles mesures de confinement à l'automne, le manque à gagner pour les pays exportateurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en 2020 est estimé par le FMI en juillet à 270 milliards de dollars. Mais à 40 dollars, le pétrole de schiste américain n'est plus rentable, et les États-Unis vont redevenir importateurs en fin d'année, perdant leur première place mondiale dans la foulée. De ce point de vue, Poutine a réussi son opération – mais à un coût économique et social qui impacte considérablement le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Ainsi, la combinaison de la pandémie et du crash des hydrocarbures affecte spécifiquement la région à la manière d'un cataclysme, la déstabilisant en profondeur et en obérant l'avenir. Elle menace des sociétés civiles que la dégringolade des bénéfiques de la rente pétrolière et gazière fragilise d'autant plus que celle-ci avait retardé le développement d'un entrepreneuriat productif, elle affaiblit davantage certains États fragiles et crée des créneaux d'opportunité pour d'autres qui recourent à la provocation militaire et à la surenchère idéologique, et en s'efforçant de rafler la mise en profitant du désarroi, chambardent la zone méditerranéenne tout entière, par-delà le seul Moyen-Orient [CARTE 5].

Illustration emblématique de ce processus déstabilisateur, la Turquie de M. Erdogan pousse son avantage dans pareil contexte pour tenter de reconquérir une hégémonie régionale, réminiscence contemporaine du califat ottoman. On commencera par donner un aperçu de la façon dont elle pactise à cet effet avec une puissance autrefois globale, la Russie qui a retrouvé elle aussi une influence sur les affaires mondiales – grâce à son intervention décisive dans le conflit

syrien – et un État quasi paria, la République islamique d’Iran. Ces trois régimes autoritaires partagent une volonté de revanche face à l’Occident et l’Europe « impérialistes » d’hier et d’aujourd’hui, que nourrit plus encore le rejet viscéral du modèle démocratique libéral dont ces derniers portent les valeurs [CARTE 2].

LA RÉISLAMISATION DE SAINTE-SOPHIE

Le 24 juillet 2020, Recep Tayyip Erdogan inaugure solennellement la prière du vendredi dans l’antique basilique byzantine Sainte-Sophie, qu’il vient de rendre au culte musulman. Quatre-vingt-cinq ans auparavant, Atatürk avait fait un musée de la mosquée instaurée dans ses murs lors de la conquête turque de Constantinople en 1453, désacralisant le lieu pour « l’offrir à l’humanité ». Ce geste hautement symbolique, par lequel le président Erdogan, lui-même imam de formation, réalise son rêve de jeunesse lorsqu’il étudiait dans un lycée pour prédicateurs, enterrant la laïcité kémaliste et exhumant le califat ottoman, se déroule le jour du 97^e anniversaire du traité de Lausanne. Celui-ci dessina les frontières de la jeune République après que les armées victorieuses du Gazi Kemal Atatürk eurent défait les puissances européennes qui se partageaient les dépouilles de l’Empire islamique vaincu au terme de la Première Guerre mondiale. Ce sursaut militaire avait permis d’annuler le traité léonin de Sèvres en 1920 qui dépeçait l’Anatolie selon un plan « impérialiste », et dont le centenaire (qui passera inaperçu)

échoit deux semaines plus tard, le 10 août de ce même été 2020.

Les soldats de M. Erdogan ont désormais pris pied en Libye et exercent leur tutelle sur la Tripolitaine. Sa marine prospecte le gaz sous-marin dans les eaux grecques et cypriotes, ses forces spéciales et leurs supplétifs occupent une partie du nord de la Syrie et effectuent des incursions dans le Kurdistan irakien. Sa DCA s'est équipée de missiles russes S-400 alors que son pays est toujours membre de l'OTAN. Et il contrôle les deux principales routes des migrations clandestines depuis l'Asie et de l'Afrique vers l'Europe – via la mer Égée et les Balkans d'une part, le littoral libyen de l'autre [CARTE 2]. Pareille alliance du sabre et du turban lui fournit l'occasion d'exprimer ses propres prétentions néo-impériales du XXI^e siècle au Moyen-Orient et en Méditerranée. Il profite du désengagement de la lointaine Amérique de Donald Trump, entravé par sa gestion calamiteuse de la Covid-19 et fragilisé à l'approche de l'échéance présidentielle du mois de novembre, exploite la pusillanimité de l'Union européenne et les contradictions entre ses membres. Il partage avec la Russie de Vladimir Poutine (et jusqu'à un certain point avec l'Iran de Khomeini) une stratégie d'éviction des Occidentaux de la région – surmontant à cette fin les conflits tactiques qui opposent aujourd'hui comme hier le successeur du tsar moscovite, celui du sultan stambouliote, et l'héritier enturbanné du chah de Perse.

Mais la réaffectation à l'islam de la « mosquée Ayasofia » (*Haghia Sophia* en grec, *i. e.* « Sainte Sagesse ») est aussi un coup de force emblématique pour exercer l'hégémonie de l'islamisme turc sur le sunnisme, qui regroupe quelque 85 % du milliard et demi de musulmans de la

planète. Le président a l'ambition de refaire d'Istanbul la capitale mondiale de la Communauté des croyants, ou *Oumma* – une ressource qu'avait délaissée Atatürk, abolissant le califat en 1924 car il était convaincu alors que la survie de sa nation recréée passerait par une sécularisation autoritaire, rompant avec la superstition rétrograde par l'adoption de l'alphabet latin et la substitution d'un vocabulaire décalqué phonétiquement du français, alors langue universelle de la modernité, aux concepts islamiques arabes structurant la pensée turque : « laïque » y devenait *laik*, « autobus » *otobüs*, et « lycée » *lise*. Rétrospectivement, pareille identification originelle de la laïcité haïe à la culture française, dans le milieu islamiste local, n'est pas sans incidence sur l'anathème que M. Erdogan fulmine obsessionnellement sur son homologue Emmanuel Macron durant cet an 2020...

Dans ce contexte, le coup de force de Sainte-Sophie, tout en pourfendant la laïcité, vise du même coup de yatagan à éradiquer la domination saoudienne sur l'islam sunnite, qu'avait assurée la richesse faramineuse de la plus puissante des dynasties de l'or noir. Celle-ci avait déjà été mise au défi car la rente pétrolière ne parvenait plus, dès avant la conjoncture baissière exceptionnelle de l'an 2020, à assurer le développement face à l'explosion de la démographie régionale. Les dirigeants de Riyad comme d'Abou Dhabi eux-mêmes élaboraient des stratégies de diversification à brève échéance de leur économie. Ils avaient aussi anticipé que l'humanité rechercherait une moindre dépendance envers l'énergie fossile, dont la combustion engendre le réchauffement global menaçant la pérennité de la vie sur terre. L'urgence environnementale, telle que stipulée par l'accord

de Paris sur le climat en décembre 2015, auquel Joe Biden annonce qu'il reviendra « au premier jour de son mandat », est un processus qu'ils savent inéluctable et auquel les pétromonarchies doivent se préparer sous peine de disparaître.

À cette fin, le prince héritier Mohammed Ben Salman a, depuis sa prise de contrôle en juin 2017, considérablement réduit l'ubiquité du salafisme conservateur sur la « terre des deux Lieux saints » (La Mecque et Médine), favorisant en contrepartie une certaine modernité culturellement occidentale dont la jeunesse de la Péninsule s'avère friande. L'objectif proclamé fut de substituer à la classe oisive des rentiers du pétrole, légitimés par cette doctrine religieuse mais fossoyeurs programmés du royaume, une génération dynamique d'entrepreneurs dûment stimulée et tournée vers le futur [CARTE 6]. Ce faisant, l'emprise globale du wahhabisme saoudien sur le sunnisme s'est atténuée. Mais en délaissant, fût-ce partiellement, pareille ressource symbolique, la monarchie de Riyad a par contrecoup ouvert un vide que s'empessa de combler sa principale rivale au sein de l'islam politique, la nébuleuse transnationale des Frères musulmans. Défaits dans leur bastion égyptien depuis l'été 2013 par le maréchal Sissi après que l'un des leurs, Mohamed Morsi, eut remporté l'élection présidentielle en juillet 2012, réfugiés nombreux en Turquie, ceux-ci bénéficient de l'appui résolu de M. Erdogan – lui-même adepte de leur idéologie – et des largesses de l'émirat gazier de Qatar, meilleur ennemi de la monarchie saoudienne.

C'est dans pareil contexte que la pandémie contraint à réduire en juillet 2020 le *hajj* – le grand pèlerinage annuel à La Mecque – qui rassemblait les années précédentes

jusqu'à 2,5 millions de participants – à sa plus simple expression, quelques milliers de résidents du royaume dûment éloignés les uns des autres par la « distanciation physique » sanitaire. Quant à la célébration de l'Aïd-el-Kébir, démonstration paroxystique de piété collective islamique à l'échelle planétaire, elle advient le vendredi 31 juillet mais se déroule dans la plupart des cas à domicile pour éviter la contamination. Tandis que Riyad fait prévaloir la prophylaxie sur le prosélytisme – mais fournit cette année-là peu d'images et de représentations de La Mecque exaltant la puissance de la religion de Mahomet, car on y voit l'esplanade de la Ka'ba quasi déserte alors qu'elle est habituellement bondée –, les clichés triomphalistes de M. Erdogan coiffé d'un bonnet de prière effectuant ses dévotions au même moment dans la mosquée Ayasofia tout juste reconquise diffusent un Grand Récit autrement mobilisateur. Ils représentent le président turc en nouveau sultan Mehmet II le Conquérant. L'imam dirigeant la prière dans l'ex-musée s'était du reste muni en chaire, sous les mosaïques byzantines restaurées mais désormais occultées aux regards pieux des fidèles par des voiles et tentures, d'un yatagan ottoman, à l'instar du sultan dès la prise de Constantinople le 29 mai 1453. Message : ce qui avait été subjugué par le cimenterre du jihad ne serait jamais rendu, sauf à être vaincu par un sabre adverse – selon l'adage turc *kılıç hakkı* (« le droit de l'épée »).

Pareil coup d'éclat visait à chambouler les équilibres au sein de l'islam mondial. M. Erdogan s'assura rapidement le soutien enthousiaste de Téhéran : « félicitant le peuple turc pour cet important succès islamique », Ali Akbar Velayati, principal conseiller du Guide suprême

Khamenei et ancien ministre iranien des Affaires étrangères, prédit que « Ayasofia demeurera[it] une mosquée jusqu'à l'Apocalypse ». La théocratie des ayatollahs, en conflit vital avec Riyad (outre Washington), apporte ainsi sa caution à Ankara, ennemi sunnite de son propre ennemi sunnite, et voit dans la Turquie et Qatar, champions de l'islam politique des Frères musulmans (auquel se sont nourris les dirigeants chiites iraniens), de précieux alliés de revers contre l'Arabie saoudite – qui donnera naissance à un « axe frère-chiite », l'une des principales alliances qui marquent l'an 2020 [CARTE 1]. Outre qu'elle s'efforce d'occulter par l'invocation religieuse commune l'antagonisme irano-turc en Syrie (les premiers ayant appuyé militairement le régime d'Assad, les seconds la rébellion), la République islamique est terriblement impactée par les sanctions économiques américaines depuis que le président Trump s'est retiré en mai 2018 du JCPOA – *Joint Comprehensive Plan of Action* –, l'accord international signé à Vienne le 14 juillet 2015 et qui permettait à ce pays de commercer en échange de sa renonciation à enrichir l'uranium pour fabriquer l'arme nucléaire.

Le 3 janvier, l'an 2020 a commencé au Moyen-Orient avec la liquidation par un drone du général Qassem Solaymani, stratège de l'expansion régionale persane depuis deux décennies [CARTES 8, 9]. Il est tué au sortir de l'aéroport de Bagdad, en rétorsion à une attaque de missiles attribuée aux pasdarans contre une base de l'US Army à Kirkouk la semaine précédente, où un ressortissant américain avait trouvé la mort. Plus encore, il est considéré comme le concepteur des tirs de missiles qui, le 14 septembre 2019, ont ravagé les raffineries saoudiennes d'Abqaiq et Khurais, réduisant pendant quelques

jours de moitié les exportations de brut du royaume. Or le général venait d'atterrir dans l'urgence pour superviser la répression des foules chiïtes qui paralysaient les principales villes d'Irak en réclamant la chute d'un régime inféodé à Téhéran – phénomène inédit que ce satrape voulait noyer dans le sang. La République islamique, aidée par des groupes paramilitaires locaux affidés – dont le principal leader, qui avait accueilli Solaymani sur le tarmac, fut « vaporisé » avec lui –, pillait en effet les revenus pétroliers de son voisin et vassal afin de compenser l'effet délétère des sanctions économiques que lui avait imposées Washington. Ce faisant, elle précipitait la Mésopotamie dans la misère : le 27 novembre 2019, les manifestants avaient incendié le consulat iranien dans la ville sainte de Najaf, le « Vatican » du chiïsme, aux cris inouïs de : « Dehors l'Iran ! » En conséquence, Téhéran dut accepter à contrecœur la nomination le 7 mai suivant d'un Premier ministre réputé « proche des États-Unis », Moustafa al-Kadhimi.

À ces vicissitudes politico-militaires s'ajoute que l'Irak constitue l'État du Moyen-Orient le plus ravagé par la pandémie [CARTE 4], dont le premier foyer infectieux fut la ville sainte de Qom dès le mois de février 2020. En août, on estime que 18 millions de personnes (près de 20 % des habitants) ont déjà été contaminées, que le nombre des décès, officiellement établi à 18 000, dépasse en réalité 40 000 – un chiffre proche de celui des grands États européens à la population comparable mais significativement plus âgée – tandis que les soignants sont fauchés par le virus par centaines et menacés de châtiments s'ils révèlent des données non officielles sur l'ampleur de la contamination.

Quant à la Turquie, la pandémie y porte au paroxysme les contradictions que le gouvernement nationalo-islamiste cherche à surmonter par la surenchère militaro-religieuse. Le relâchement de la distanciation physique à l'occasion des prières de masse organisées partout lors de la « reconversion » de Sainte-Sophie en mosquée a fait repartir les contaminations à la hausse, tandis que la lira (TL) s'effondre face au dollar et plus encore à l'euro dans lequel sont libellés les principaux échanges, et que le taux de chômage a atteint officiellement 25 % dès avril 2020 – plus de 50 % selon la principale centrale syndicale. Les touristes de l'Union européenne ont été dissuadés par Bruxelles de se rendre en vacances en Turquie durant le plus clair de l'été pour raisons sanitaires, précipitant un effondrement du secteur, principal pourvoyeur de devises au pays. La « génération Z », quant à elle, se refuse à la mise au pas conservatrice et bigote dans un pays où le nombre de journalistes et d'universitaires emprisonnés reste très élevé depuis le coup d'État manqué de juillet 2016 attribué à l'ancien partenaire du président, le prédicateur Fethullah Gülen, où la pratique de la torture dans les prisons est redevenue monnaie courante, et les réseaux sociaux sont depuis 2020 sous surveillance étroite. Elle manifeste, tant à travers les sondages que par l'émigration de la jeunesse éduquée, sa défiance face à l'orientation d'un pouvoir en place depuis dix-huit ans et qui lui paraît s'engager dans une fuite en avant en forme de retour en arrière – que l'affaire d'Ayasofia porte au pinacle.

LE PROCESSUS D'ASTANA

Cette affaire constitue un révélateur symbolique des nouveaux rapports de force régionaux qui s'ébauchent durant cette année-bascule en s'émancipant des équilibres du siècle écoulé. Le « processus d'Astana » en représente le précurseur par excellence [CARTE 10]. L'expression désigne le partenariat régional créé entre la Russie, la Turquie et l'Iran (en associé mineur) lors des accords signés dans la capitale kazakhe le 4 mai 2017. Cet instrument inédit et paradoxal des relations internationales avait pour objet de mettre en œuvre la désescalade de la guerre civile syrienne sur le terrain, à travers des « zones de déconfliction » (selon le terme anglais) où les rebelles combattant Bachar al-Assad trouveraient refuge sous la garantie des trois signataires, au fur et à mesure de la réduction de leurs poches insurrectionnelles par les troupes loyalistes, appuyées par l'aviation de la Russie et les supplétifs chiites encadrés par Qassem Solaymani. La région d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, le long de la frontière syro-turque, en demeure en 2020 le point de cristallisation par excellence. Outre sa logique proprement militaire, le processus d'Astana symbolise la conjonction de trois puissances – l'une globale, la Russie, les deux autres régionales – qui, par-delà leurs divergences tactiques, ont pour objectif commun de profiter du désengagement de Donald Trump du Moyen-Orient pour marginaliser les États occidentaux démocratiques, au premier chef l'Europe pourtant riveraine et mitoyenne.

Originellement conçue pour pallier l'impéritie de l'ONU

en Syrie, la formation Astana est devenue un modèle opératoire, dupliqué de manière spectaculaire en 2020 en Libye. Turcs et Russes s'y partagent un territoire où ils poussent, tels des pions sur un échiquier, des troupes auxiliaires mercenaires, qui s'affrontent selon des engagements calibrés. Ces derniers proviennent en grande partie de combattants prélevés dans chacun des camps opposés de la guerre civile syrienne. Côté turc, il s'agit de rebelles qui sont évacués de la « zone de déconfliction » d'Idlib, puis transportés de Turquie à Misrata ; côté russe, de miliciens pro-Assad démobilisés et transférés à Benghazi. Ils maillent un État pétrolier à proximité immédiate du marché européen, dont l'Italie et la France avaient fait le champ clos de leurs rivalités après la chute de Kadhafi en 2011.

Dans cet imbroglio méditerranéen, Vladimir Poutine joue le rôle du protagoniste. Ce judoka accompli a reconquis méthodiquement une place pour la Russie sur le tatami planétaire en usant du conflit syrien pour sauver *in extremis* son allié Bachar al-Assad – tandis que l'Occident n'avait d'autre choix que de concentrer ses forces militaires sur l'élimination de Daesh du territoire de son « État islamique » à cheval sur la Syrie et l'Irak sous la houlette du « calife » Abou Bakr al-Baghdadi, et à partir duquel étaient conçus les attentats qui ravageaient l'Europe. Le maître du Kremlin a ainsi fait du Moyen-Orient une zone d'action privilégiée pour conforter son statut international, y déployant une stratégie qui prend à contre-pied les États-Unis et l'Union européenne, et déployant une toile d'araignée tissée d'accords tous azimuts. Outre l'alliance avec l'Iran, bête noire de Washington et avec lequel il dispose d'une capacité exceptionnelle tant d'incitation que

de contrainte, il y a élaboré des relations particulières avec la plupart des associés traditionnels de l'Occident. À commencer par Israël où la diaspora russe est extrêmement influente : l'État hébreu n'a pas voté les sanctions contre l'annexion de la Crimée par Moscou en 2014, et Benjamin Netanyahu est l'hôte récurrent du Kremlin. L'Arabie saoudite, quant à elle, est devenue son partenaire par excellence pour codiriger l'« OPEP + », le cartel qui regroupe à partir de 2016 vingt-quatre producteurs contrôlant 55 % des approvisionnements mondiaux, afin de faire pièce à la production outre-Atlantique de pétrole de schiste. Mais Moscou entretient aussi des relations de complémentarité avec Doha (par ailleurs ennemi juré de Riyad), car les deux capitales exercent sur les exportations mondiales de gaz un duopole autrefois fructueux, mais que menace l'inondation du marché par le gaz américain bradé, sous-produit du pétrole de schiste. Cette approche qui met le Kremlin en position d'arbitre entre des adversaires régionaux vaut aussi pour les relations avec Turcs et Kurdes : en 2020 les soldats russes participent aux patrouilles communes avec l'armée d'Ankara sur la frontière avec le Rojava du Nord-Est syrien – de nombreux dirigeants kurdes de l'ancienne génération ont été formés en URSS à l'école du KGB, dont Poutine lui-même est issu. Lorsque Donald Trump « lâche » en octobre 2019 les Kurdes de Syrie qui ont pourtant combattu Daesh sur le terrain au prix de lourdes pertes et repris en octobre 2017 Raqqa, l'éphémère « capitale du califat islamique » – en retirant les forces spéciales des États-Unis et livrant ceux-ci en pâture aux troupes de M. Erdogan –, c'est Moscou qui offre sa protection pour empêcher leur liquidation.

Une armée peu onéreuse par rapport aux standards

occidentaux, appuyée sur des supplétifs d'infanterie iraniens et chiites dont le Hezbollah libanais constituait la colonne vertébrale, a permis en 2020 au Kremlin de maximiser politiquement ses engagements militaires, appuyés sur une diplomatie habile formée d'excellents connaisseurs de la région – là où l'expertise occidentale, et notamment française, s'est effondrée faute d'investissements dans l'Université pour y former des arabisants.

Pour la Turquie comme pour Israël ou l'Arabie, le rapprochement avec Moscou, même s'il n'atteint pas l'intensité de la *Special Relationship* avec Washington, constitue un moyen de pression sur les États-Unis. On l'a observé aux lendemains de l'assassinat du journaliste critique et ancien confident de la dynastie Jamal Khashoggi dans les locaux du consulat saoudien à Istanbul, le 2 octobre 2018, lorsque certains médias du Royaume ont réagi aux virulentes mises en cause venues d'outre-Atlantique en proposant – au moins de manière rhétorique – de substituer une liaison russe à l'alliance américaine. Et tandis qu'Erdogan vitupérait le rival saoudien pour sa barbarie, utilisant, une fois n'est pas coutume, le registre des droits de l'homme, ce membre majeur de l'OTAN avait acquis auprès de la Russie des batteries de missiles anti-aériens S-400, au risque de mettre en danger toute l'infrastructure militaire de l'organisation de la défense occidentale – qu'Emmanuel Macron avait diagnostiquée « en mort cérébrale » dans un entretien donné à l'hebdomadaire britannique *The Economist* en novembre 2019.

Poutine et Erdogan ont su articuler avec maestria des enjeux stratégiques sur le moyen terme avec des concessions ou des conflits tactiques. À cette résurgence contem-

poraine de l'histoire longue des relations entre le tsar et le sultan s'est ajoutée l'appétence mutuelle entre *strong leaders* contemporains faisant prévaloir dans un système international dérégulé les arrangements personnels, voire familiaux, sur les instruments traditionnels de la diplomatie. Donald Trump lui aussi s'est engouffré dans cette brèche – et non exclusivement au Moyen-Orient comme l'a montré son pas de deux avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un. Il n'est pas établi que l'erratique dirigeant de la première puissance mondiale l'eût emporté sur ces autocrates madrés, dont certains sembleraient plutôt l'avoir pris dans leurs filets. Quant au mélange des affaires de l'État avec les relations de business entre les présidents des États-Unis et de la Turquie, gérées par leurs gendres respectifs le conseiller spécial Jared Kushner et le ministre des Finances Berat Albayrak, elles ont été documentées de l'intérieur et sans aménité par l'ancien conseiller national de Sécurité John Bolton en 2018-2019, après qu'il eut été remercié, dans son livre vengeur paru en juin 2020, *The Room Where It Happened* (« La pièce où cela a eu lieu »). En attendant que les historiens aient accès aux archives, il est à tout le moins notable que la dérégulation internationale, incarnée par le désengagement de Washington, est mise à profit en 2020 au Moyen-Orient par les adversaires autocrates de l'Europe et de l'Occident démocratiques. En septembre 2020, Richard Haass, président du Council on Foreign Relations de New York et ancien diplomate de haut rang américain proche des présidents républicains, publie dans la revue *Foreign Affairs* un article intitulé « Présent lors de la dislocation » (*Present at the Disruption*). Il considère que Donald Trump a profondément disloqué la politique

étrangère américaine comme aucun président avant lui, et que, au Moyen-Orient en particulier, il a « sapé les objectifs des États-Unis et accru la probabilité de déstabilisation » de la région.

LE PARADOXE LIBYEN

L'an 2020 voit aussi une transformation en profondeur de la donne dans la guerre civile libyenne [CARTE 16]. Après moult vicissitudes suivant la chute puis la mort de l'ancien dictateur Kadhafi le 20 octobre 2011 dans des circonstances mal élucidées, des élections peu concluantes, des conflits entre tribus articulés autour du contrôle des gisements de pétrole, des oléoducs et des ports, d'une émergence particulièrement meurtrière de Daesh en 2015, la situation s'était cristallisée en 2019 autour de l'affrontement de deux camps basés respectivement en Tripolitaine et en Cyrénaïque. À Tripoli, le GAN (Gouvernement d'Accord national) dirigé par Fayez el-Sarraj et reconnu par l'ONU, notamment soutenu en interne par les Frères musulmans locaux et de l'extérieur par les deux États parrains de la confrérie, la Turquie et Qatar. À Benghazi, l'ANL (Armée nationale libyenne) dirigée par le maréchal Haftar, ancien général de Kadhafi exilé aux États-Unis, ennemi juré des Frères, et appuyé à l'étranger par l'alliance des États sunnites hostile à ceux-ci, Émirats arabes unis, Égypte et Arabie saoudite, ainsi que la Russie. La plus grande partie des champs d'hydrocarbures sont situés à l'est, en Cyrénaïque, tandis que les ports d'embar-

cation des migrants africains clandestins vers l'Italie et l'Europe se trouvent à l'ouest, près de la frontière tunisienne. L'Italie et la France, à travers leur compagnie pétrolière nationale respective, ENI et Total, inclinaient respectivement pour Tripoli et Benghazi. L'année 2019 avait vu les troupes du maréchal Haftar passer à l'offensive en avril et assiéger Tripoli, dont la chute était donnée pour probable.

Or le 27 novembre 2019, MM. Sarraj et Erdogan paraphent un double accord qui constitue un coup de théâtre et va changer la donne en leur faveur, au détriment du maréchal Haftar et de ses soutiens [CARTE 2]. Le premier document délimite une zone économique exclusive turco-libyenne en Méditerranée – qui permet à Ankara de nourrir la prétention d'explorer les fonds marins à la recherche de gaz, et surtout de contrer le projet de gazoduc sous-marin « EastMed », reliant les gisements égyptiens, israéliens et cypristes à l'Europe via la Grèce. Cet accord de démarcation, qui n'est reconnu par aucun autre État, ignore notamment l'existence de l'île hellénique de Crète. Mais il est emblématique des opérations « au culot » que multipliera M. Erdogan en 2020. Le second texte prévoit un soutien militaire d'Ankara à Tripoli. Le 2 janvier, le Parlement turc approuve l'envoi de troupes en Libye, qui sont déployées quatre jours plus tard, sans que les protestations du secrétaire général de l'ONU comme des dirigeants de l'UE, des États-Unis ou de la Russie aient un quelconque effet. La surprise ne s'arrête pas là : en effet, si les armements et l'encadrement sont turcs, la troupe est faite de... rebelles syriens islamistes, devenus les mercenaires d'Ankara en Libye – selon le même principe qui avait vu des insurgés syriens transformés en supplétifs de l'armée turque lors de l'invasion de la région

kurdo-syrienne d'Afrin au début 2018, préalable à l'épuration ethnique des habitants kurdes substitués par des familles de rebelles arabes déplacés, ou ces mêmes mercenaires envahir le Rojava syrien au prix de nombreuses exactions en décembre 2019 après que Donald Trump eut ordonné le retrait des forces spéciales de ces territoires [CARTE 11]. Ce *swap* de combattants islamistes, prélevés dans la poche d'Idlib et transférés en Tripolitaine – qui évoque le déploiement des bachi-bouzouks à travers l'Empire ottoman d'antan –, crée aussi la version « Frères musulmans » d'un jihadisme transnational contemporain dont le calife ne serait plus Abou Bakr al-Baghdadi mais Tayyip Erdogan... C'est du reste en s'emparant du consulat de Turquie à Mossoul en juin 2014, amenant le drapeau rouge d'Atatürk pour y substituer la bannière noire et blanche de son propre « califat », que Daesh avait exprimé sa prétention à diriger l'islam universel, en reprenant la main là où la République turque laïque avait aboli celui-ci huit décennies auparavant...

Le détachement syrien encadré par les officiers turcs, estimé à 7 000 soldats, aguerris par leur participation à l'insurrection armée au Shâm, constitue une force de frappe qui fait la différence dès les premières semaines, et met en déroute les mercenaires du maréchal Haftar, consistant surtout alors en recrues africaines hâtivement entraînées – dans la foulée des *murtaziqa* (mercenaires) noirs qui formaient le gros de l'armée sous Kadhafi. La solde des Syriens, qui se monte à 2 000 dollars mensuels, probablement réglée par Qatar, est élevée et alimente par transferts l'économie des familles de rebelles à Idlib, Afrin ou dans les camps turcs de réfugiés – qui hébergent trois millions de personnes. Moscou, afin

d'éviter une hécatombe parmi les paramilitaires russes du « groupe Wagner » qui assuraient la tête de pont de l'offensive du maréchal Haftar en Tripolitaine, a replié ceux-ci vers l'arrière et les a remplacés par... d'autres combattants syriens, miliciens pro-régime démobilisés, moins nombreux à l'été 2020 que leurs compatriotes du camp opposé (approximativement 2 000 hommes), mais surtout moins généreusement soldés – 1 000 dollars par mois seulement. Le paradoxe libyen voit donc les anciens adversaires de la guerre civile syrienne continuer le combat, pour les mêmes sponsors – à défaut des mêmes causes, réminiscence dans l'histoire européenne des « grandes compagnies » médiévales de sinistre mémoire... Comme celles-ci, les supplétifs syriens d'Ankara et de Moscou sont instrumentalisés afin de servir de variables d'ajustement entre Idlib et Syrte. Ainsi, rapporte le meilleur site d'information sur la région, *Al-Monitor*, la prise par les troupes d'Assad d'une cote stratégique dans un massif au sud de la « zone de déconfliction » est négociée entre Russes et Turcs en échange d'un recul des Syriens d'Haftar cédant leur position près de la ville natale de Kadhafi à ceux de Sarraj...

Ce troc cynique entre soldats de fortune qui sont autant de pions sur le trictrac régional illustre le partenariat entre Erdogan et Poutine – lesquels ne sacrifient ni sang turc ni sang russe – et celui-ci conforte mutuellement chacun des deux joueurs dans leur volonté d'exclure Européens et Américains de ce jacquet oriental. Mais pareille stratégie se heurte, nous le verrons, à une limite. Du côté turc, la multiplication des provocations contre certains États membres de l'UE suscite la mise en place d'une riposte – comme on le verra plus loin, notamment avec les accrochages sur mer. La Sublime Porte avait fait



GILLES KEPEL

LE PROPHÈTE ET LA PANDÉMIE DU MOYEN-ORIENT AU JIHADISME D'ATMOSPHÈRE

CARTES INÉDITES DE FABRICE BALANCHE

L'AN 2020, marqué par la Covid-19 et l'effondrement du marché pétrolier, est celui de tous les bouleversements depuis le Moyen-Orient jusqu'aux banlieues de l'Europe.

Le conflit israélo-palestinien se fragmente avec, d'un côté, un pacté portant le nom du prophète Abraham, qui va des États-Unis à Abou Dhabi, au Maroc et au Soudan en passant par Israël, agrège l'Égypte et l'Arabie, et lorgne l'Irak; de l'autre « l'axe fréro-chiite » qui rassemble Gaza, Qatar, Turquie et Iran, avec le soutien ponctuel de la Russie.

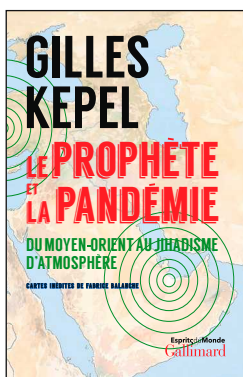
Dans ces convulsions sismiques, Beyrouth explose, réfugiés et clandestins affluent en Europe, et le président turc Erdogan tente de refaire d'Istanbul le centre de l'islam mondial.

Enfin, le terrorisme frappe de nouveau, en France et en Autriche, au nom d'un jihadisme sans organisation. Il s'appuie sur une *atmosphère* créée par des entrepreneurs de colère mobilisant foules et réseaux sociaux du monde musulman pour venger leur prophète face à l'Occident – tandis que Joe Biden doit restaurer la confiance des alliés de l'Amérique.

Poursuivant la réflexion engagée dans *Sortir du chaos*, succès français et international, Gilles Kepel propose, cartes et chronologie à l'appui, la mise en perspective indispensable de l'actualité pour comprendre et anticiper les grandes transformations de demain.

Gilles Kepel, professeur à l'université Paris Sciences et Lettres, dirige la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure. Il est *professore aggregato* à l'Université de la Suisse italienne, et enseigne à Sciences Po (Paris et Menton).

Cartes de Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon II.



Le Prophète et la pandémie
Gilles Kepel

Cette édition électronique du livre
Le Prophète et la pandémie de Gilles Kepel
a été réalisée le 27 janvier 2021 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072923128 - Numéro d'édition : 373642).
Code Sodis : U35681 - ISBN : 9782072923159.
Numéro d'édition : 373645.